

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 10 OCTOBRE 1999

N° 271 PRIX 4 FF



COTE D'IVOIRE

DES APPRENTIS SORCIERS

JOUENT AVEC LE FEU

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2
Editorial

COTE D'IVOIRE

Page 4
Unité africaine: encore un sommet pour rien

**DES APPRENTIS SORCIERS
JOUENT AVEC LE FEU**

Le retour d'Alassane Ouattara des USA en Côte d'Ivoire en fin juillet dernier et l'annonce de sa candidature en tant que principal dirigeant du RDR (Rassemblement des Républicains) à la prochaine élection présidentielle prévue pour octobre 2.000 ont mis dans tous leurs états Bédié, candidat sortant de l'actuel parti au pouvoir (le PDCI) et ses partisans.

Page 6
Sénégal: un syndicaliste à la recherche d'une carrière politique

Une campagne d'une bassesse écoeurante orchestrée par les journaux proches du pouvoir a redoublé de vigueur pour préparer l'opinion publique à une éventuelle annulation de la candidature d'Alassane Ouattara. En effet, selon les promoteurs d'une loi électorale taillée sur mesure pour Bédié, Alassane Ouattara ne remplirait pas le critère qui spécifie qu'il faudrait avoir des parents nés ivoiriens pour être candidat à l'élection présidentielle.

Page 7
Immigration: selon qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition

Page 8
Afrique: le sida est un fléau mais c'est le capitalisme qui l'aggrave

Ce n'est pas la première fois que le PDCI tente d'utiliser une telle arme politique contre un adversaire. Lors des dernières élections législatives, la candidature de l'ex-secrétaire général du RDR, Djéni Kobina, a été annulée sous prétexte qu'il ne serait pas un "vrai" Ivoirien.

Page 9
Il y a 50 ans, la révolution chinoise

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an: 85 FF
Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

Dans le cas d'Alassane Ouattara, une pression à la fois intérieure et extérieure très forte pourrait obliger le pouvoir à reculer et à laisser passer au dernier moment sa candidature. Une telle solution serait le moindre mal pour Bédié et ses partisans, car leur campagne basée sur le tribalisme et la haine de l'"étranger" aura suffisamment ruiné l'image de leur adversaire désigné pour assurer peut-être la réélection de Bédié.

ETRANGER :

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

Cependant la campagne de dénigrement contre Ouattara vise aussi à faire passer sous silence un débat sur l'essentiel : le bilan des huit années au pouvoir de Bédié. La politique de ce dernier est loin de plaider en sa faveur. Son régime complètement corrompu est périodiquement éclaboussé par de multiples scandales financiers dont le dernier en date est le détournement de 23 milliards de FCFA par le ministre de la santé Guikahué

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

récemment écarté du gouvernement à l'occasion d'un remaniement ministériel.

D'un côté, les dirigeants ne se gênent pas pour se remplir les poches en détournant à tour de bras des fonds publics. De l'autre, ils imposent à la population une politique d'austérité qui dure



**Manifestation des partisans
de Ouattara**

depuis plus de 15 ans. Le chômage grandissant, les salaires bloqués depuis longtemps pour ceux des "privilegiés" qui ont un emploi, le renchérissement du coût de la vie, poussent dans le sens d'une aggravation croissante de la misère.

De temps en temps, des manifestations contre les hausses des prix des transports et des produits de première nécessité, des grèves dans le secteur privé et deux grèves générales dans la Fonction publique en moins d'un an témoignent d'un mécontentement réel au sein de la population.

Face à cette situation, le gouvernement dit qu'il ne peut rien faire avant l'an 2001, année à laquelle il promet un retour hypothétique à la croissance économique. Qui espère-t-il tromper par ce genre de promesse? Les caisses de l'Etat sont actuellement vides -ou plus exactement vidées- et le gouvernement cherche désespérément depuis plusieurs mois un crédit de 30 milliards de FCFA.

Alors, handicapé par son impopularité, le gouvernement tente de détourner le mécontentement de la population vers un bouc-émissaire en la personne d'un adversaire politique. Cela présente l'"avantage" pour lui d'amuser la galerie en discutant de l'origine "étrangère" d'un des candidats -tout en évitant de parler du fond de sa propre politique.

Au fond, Alassane Ouattara n'a pas à se plaindre de ce qui lui arrive. Quand il était premier ministre de 1990 à 1993, il avait lui-même initié une politique démagogique contre les "étrangers" en leur imposant le paiement d'une carte de séjour pour pouvoir vivre en Côte d'Ivoire. En arrivant au pouvoir, Bédié n'a fait que continuer la politique d'Alassane Ouattara dans ce domaine, tout comme en matière de politique d'austérité.

Pour l'élection présidentielle de l'an prochain, il n'y a aucun candidat dont la politique prend en compte les intérêts de la population, pas même le candidat du FPI, Laurent Gbagbo, dont la politique est la même que celle des deux autres, c'est-à-dire une politique qui défend uniquement les intérêts des riches.

En choisissant de faire de l'"ivoirité" leur cheval de bataille, les dirigeants ont délibérément choisi d'exacerber les tensions inter-ethniques pouvant dégénérer en affrontements sanglants. Le Front Populaire Ivoirien (FPI) de Gbagbo, avait devancé Bédié dans cette politique honteuse, en traitant Ouattara de "Burkinabé" quand celui-ci était premier ministre. Et Ouattara lui-même n'est guère différent des deux autres, comme il l'a montré par sa politique quand il était au pouvoir.

Le comportement irresponsable de tous ces gens montre bien le peu de cas qu'ils font du sort de la population qui risque de payer de sa vie leur politique qui menace de

plonger le pays dans une guerre civile.

Déjà, il n'y a pas longtemps, il est arrivé que, ici des pêcheurs ivoiriens s'en prennent à ceux d'origine malienne (appelés "bozos") vivant en Côte d'Ivoire bien avant l'indépendance, là des paysans ivoiriens de telle ethnie et des Baoulés (ethnie à laquelle appartient Bédié) s'affrontent autour des problèmes de partage de terre. Il n'est pas difficile

d'imaginer que des tensions sociales de ce genre, exacerbées par la crise économique et la misère, peuvent se généraliser à tout moment en une guerre fratricide.

Les travailleurs et les populations pauvres ont donc tout intérêt à rester en dehors de la querelle actuelle opposant des serviteurs des riches au pouvoir à ceux de l'opposition. Car tout en n'ayant rien à y gagner, ils risquent fort d'en être les seules victimes.

UNITE AFRICAINE

ENCORE UN SOMMET POUR RIEN

Les 8 et 9 septembre dernier, le dictateur libyen Kadhafi, en mal de reconnaissance internationale, réunissait chez lui un sommet extraordinaire de l'OUA qui a battu le record d'affluence. 43 chefs d'Etat et de gouvernement africains sont venus à ce sommet que Kadhafi a fait coïncider avec le trentième anniversaire de son arrivée au pouvoir.

Pour parvenir à un tel coup médiatique, Kadhafi n'a pas lésiné sur les dépenses. Il a affrété deux avions au Canada où se tenait le dernier sommet de la francophonie pour transporter directement les dirigeants africains en Libye. Des villas somptueuses ont été construites spécialement pour héberger les dirigeants africains et leurs familles. Kadhafi a même payé les arriérés des cotisations de sept pays africains envers l'OUA (4,5 millions de dollars). Sur la même lancée il a offert à l'UNESCO une somme de 200 millions de dollars pour financer une bourse pour les étudiants africains. Quelque quatre cents journalistes étrangers ont été invités, tous frais payés, jusqu'à leurs frais de télécommunications, pour couvrir cet événement que ces mêmes journalistes se sont empressés de qualifier d'"historique".

Il n'y a rien eu d'historique dans cette affaire. Kadhafi avait besoin de redorer son blason après les années d'isolement imposé par l'impérialisme américain, suite à l'attentat d'un avion de la compagnie américaine Pan-Am en 1988. Cet isolement a été renforcé par la suite, en 1992, par un embargo aérien contre la Libye. Il a pris fin en juin-juillet dernier, suite à l'acceptation par Kadhafi de livrer à une justice internationale les présumés coupables de l'attentat de 1988.

Ce qui a fait surtout dire et écrire à un certain nombre de journalistes ou de chefs d'Etats africains que ce fut un sommet "historique", c'est surtout le fait qu'on y a parlé pour la première fois de mettre dans la charte de l'OUA, à la demande de Kadhafi, l'expression "Etats-Unis d'Afrique" et d'"Union Africaine". Kadhafi a en outre demandé aux chefs d'Etat venus à ce sommet de décider de la mise sur pied, dès l'année prochaine, d'un certain nombre d'infrastructures d'union telles que le "Parlement panafricain", une "Banque Centrale" ou un "Fond Monétaire Africain". Toutes ces infrastructures ont déjà été préconisées lors du sommet d'Abuja en 1991 mais leur réalisation n'a

été envisagée que pour l'année 2025. Kadhafi, lui, voudrait qu'elles soient effectives dès l'an 2 000. Cela a suffi pour que des journalistes parlent de lui comme d'un "visionnaire" qui aurait à coeur d'unifier l'Afrique face au "défi de la mondialisation".



Les dictateurs africains présents à la réunion de Syrte en Libye

Depuis la création de l'OUA en 1963, et même bien avant, il est de bon ton dans le milieu des dirigeants africains de parler de l'"unité de l'Afrique". Mais il faut constater que même les quelques débuts de tentatives de fédérations au lendemain des indépendances (pour ne citer que la Fédération du Mali ou de celle de la Guinée et du Ghana) à peine nées, ont toutes échoué. Kadhafi, lui-même, en trente ans de pouvoir, a déjà tenté huit unions ou fédérations avec des pays arabes ou africains. Aucune n'a duré au delà de quelques mois.

Les dictateurs qui règnent en Afrique tiennent trop à leur pouvoir, source de privilèges et de fortunes pour eux et pour leurs familles, pour sacrifier les Etats qui leur servent à s'enrichir. Ils

tiennent comme sacrées les frontières héritées du colonialisme, fussent-elles complètement artificielles au point de diviser un village en deux ou une même ethnie en plusieurs "nationalités".

Les puissances coloniales ont morcelé le continent africain en plusieurs Etats au moment des indépendances pour pouvoir continuer à les dominer. Elles ont placé à leur tête, des hommes bien à leur solde pour effectuer le travail du maintien de l'ordre afin que les grandes compagnies et les trusts puissent continuer leur pillage des richesses naturelles du continent. Elles laissent au passage quelques miettes aux dictateurs locaux. Alors quand ce sont ces mêmes dictateurs qui parlent d'"unité", tout au plus cela pourrait s'apparenter à une sorte de "syndicat" de dictateurs pour défendre leurs intérêts communs. L'OUA n'est rien d'autre que cela en réalité.

La division de l'Afrique en une multitude d'Etats dont certains sont "microscopiques" est pourtant un lourd fardeau pour les populations africaines. Même si l'unité en soi ne peut pas résoudre les problèmes de l'exploitation, de la misère et du sous-développement, la suppression de ces frontières serait déjà une source de conflits en moins entre les populations et surtout une source de tracasseries en moins pour le déplacement de ces populations. Mais compter sur nos dictateurs pour réaliser cette unité serait une naïveté. Seule la population organisée et mobilisée, prenant en compte son propre destin contre les dictatures et contre l'impérialisme qui les soutient, peut réaliser cette unité-là. Celle-ci, réalisée dans la lutte et dirigée démocratiquement par les exploités en armes pourrait prendre la forme d'Etats-Unis Socialistes d'Afrique.

SENEGAL**UN DIRIGEANT SYNDICALISTE
A LA RECHERCHE D'UNE
CARRIERE POLITIQUE**

Mademba Sock, le secrétaire général de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes du Sénégal, qui vient d'être récemment libéré après six mois de détention à la prison de Dakar suite à la grève de l'électricité, vient de se déclarer candidat pour l'élection présidentielle de février 2 000. Il est le candidat du "Front de rupture pour une alternative populaire" (Frap).

Dans un entretien avec un journaliste, il explique que "l'objectif principal" de sa candidature "c'est de faire en sorte qu'Abdou Diouf soit battu dès le premier tour". Ce qui ne le distingue guère des autres candidats qui veulent se présenter contre Diouf. Il reproche entre autres à ce dernier d'avoir confié l'exploitation de l'or à "un groupe étranger".

A propos des conditions de vie qui s'aggravent pour les familles pauvres, il explique que "la situation économique et sociale du Sénégal est tellement grave que, si l'on n'y prend garde, on s'achemine vers une révolution". Autrement dit:

"moi Mademba Sock, si je suis élu, je peux éviter cette révolution". Voilà un langage destiné à tous les nantis locaux qui ne veulent surtout pas entendre parler de révolte de la population et qui cherchent à s'enrichir en paix. C'est aussi un langage qui ne déplairait pas à l'impérialisme français possesseur de gros intérêts au Sénégal. Il est patent que Mandemba Sock est plus soucieux, à l'occasion de ses déclarations, de plaire aux possédants, plutôt que de défendre les revendications légitimes des populations travailleuses et d'exprimer leur colère et leurs aspirations. Lui, le seul changement important qu'il voudrait, c'est celui d'un homme à la tête de l'Etat. Il s'y verrait bien à la place de Diouf. Mais c'est un siège probablement encore trop grand pour lui. Cependant que dirait-il d'un strapontin pour commencer? Avant lui un dénommé Abdoulaye Bathily, le dirigeant du PIT (Parti de l'Indépendance et du Travail) avait commencé ainsi pour se retrouver secrétaire d'Etat auprès de Diouf. Une fois bien usé, ce dernier se débarrassa de lui comme d'une vieille chaussette.

IMMIGRATION**LE GOUVERNEMENT DOIT REGULARISER
TOUS LES SANS-PAPIERS**

Le 2 octobre, près de deux mille manifestants ont accueilli à la porte d'Orléans des sans-papiers qui ont marché de Toulouse, de Lille, de l'Essonne en direction de Paris pour exiger du gouvernement la régularisation de leur situation administrative, en particulier les 63 000 d'entre eux dont les demandes ont été rejetées.

Déjà, en août dernier, une

manifestation des sans-papiers a eu lieu à Paris, à l'initiative de leur "Collectif" pour revendiquer notamment "des papiers pour tous", la fin des "centres de rétention", la "libération immédiate des sans-papiers emprisonnés". Cette manifestation commémorait, dans le même temps, le troisième anniversaire de l'expulsion, manu militari, des sans-papiers qui occupaient l'Eglise Saint-Bernard à

Paris. Cette évacuation musclée devint le symbole de leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits.

Beaucoup d'autres manifestations avaient déjà eu lieu à Paris et en province mais le gouvernement de la gauche plurielle fait toujours la sourde oreille. Ainsi, des milliers de sans-papiers sont toujours considérés comme indésirables sur le sol français. Non seulement Jospin ne veut pas les régulariser comme il le laissait entendre lors de sa campagne quand il était dans l'opposition, de plus son gouvernement poursuit,

emprisonne tous ceux qui refusent d'être expulsés, et ceux qui les soutiennent.

Par cette politique de fermeté, Jospin et Chevènement veulent montrer aux partis de droite et d'extrême-droite qu'ils ne font pas de cadeau aux travailleurs immigrés sans-papiers.

Mais loin d'intimider les sans-papiers, ainsi que les associations et mouvements de soutien, le gouvernement ne fait que renforcer leur détermination et leur conviction que seule la lutte paie.

IMMIGRATION

SELON QU'ILS SOIENT AU POUVOIR OU DANS L'OPPOSITION

En juillet 1998, Charles Pasqua déclare qu'il est partisan de la régularisation de tous les sans-papiers. "A certains moments il faut des électro-chocs pour parvenir au consensus", ajoute-t-il. Pasqua est un homme de droite c'est-à-dire un ennemi déclaré des travailleurs. Quand il était ministre de l'intérieur, il faisait expulser des immigrés par avions charter vers Bamako. Par la suite il se disait partisan de "l'immigration zéro".

Eh bien récemment c'est un autre homme de droite, en l'occurrence Alain Juppé ancien premier ministre de Chirac, qui se déclare favorable à "l'accueil et l'intégration de nouveaux immigrés"... "le regroupement familial est un droit"... "L'immigration zéro ne veut pas dire grand-chose", précise-t-il. Du temps où il était premier ministre, Juppé n'était pas clément envers les travailleurs immigrés. Chirac et Juppé disaient même que le "seuil de tolérance" était atteint. Il est vrai qu'à cette époque tous les deux pêchaient des voix dans l'électorat raciste du Front

National.

Les prises de position actuelles de Juppé expriment ce que pense peut-être une partie du patronat, par exemple celui qui appartient à la branche du bâtiment. Mais son discours d'aujourd'hui peut avoir un autre objectif: celui de courtiser un électorat issu de l'immigration, qu'il estime déçu par la gauche et sensible aux problèmes d'intégration.

Au sein de la droite, plusieurs leaders sont en compétition avec Juppé. Certains déclarent que les propos de Juppé sont "inopportuns" et "qu'il agit en solitaire sans prévenir personne".

Visiblement ça se bagarre sans ménagement dans le panier à crabes de la droite.

Mais les dirigeants de la gauche au pouvoir ne valent pas mieux. N'est-ce pas eux qui avaient laissé entendre qu'il fallait abroger les lois Pasqua-Debré? Il est vrai que c'était du temps où ils étaient dans l'opposition.

EN AFRIQUE LE SIDA EST UN FLEAU MAIS C'EST LE CAPITALISME QUI L'AGGRAVE

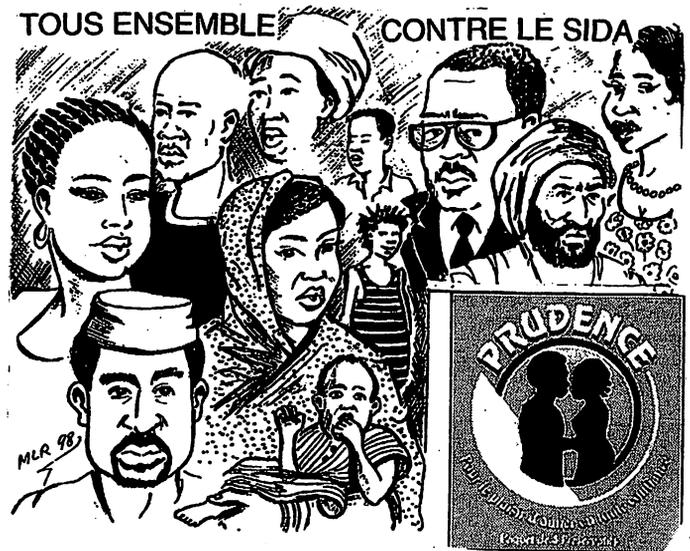
Au début du mois de septembre s'est tenue une conférence internationale sur le Sida et les maladies sexuellement transmissibles à Lusaka, en Zambie. Evidemment le bilan est catastrophique pour l'Afrique, le continent le plus touché par le Sida.

Alors que dans les pays riches d'Europe et d'Amérique la propagation de cette maladie semble relativement contrôlée, la situation se dégrade de plus en plus en Afrique. Depuis son apparition, les spécialistes estiment que 34 millions de personnes y seraient infectées en Afrique. En quinze ans on dénombre 11,5 millions de morts. Parmi les personnes nouvellement contaminées, la moitié sont des jeunes de moins de 25 ans. Dans quelques pays de l'Afrique Australe, 20% de la population adulte est contaminée par le virus.

Ainsi ce fléau, selon les spécialistes de la médecine tropicale, a fait augmenter le taux de mortalité dans certains pays d'Afrique. Au Zimbabwe ce taux a triplé et doublé en Zambie.

En effet le Sida se propage d'autant plus que la situation économique et sociale se dégrade en Afrique. La santé de la population, ce n'est le souci des dictateurs en place. Le budget prévu pour ce secteur est à l'image de cette politique. Dans des villes comme Abidjan, quand on va à l'hôpital pour se faire soigner on est obligé d'acheter et d'amener avec soi des matériels aussi simples que le coton, les compresses et l'alcool parce qu'il n'y en a pas en permanence. Et la situation est similaire dans les autres pays d'Afrique Noire. Alors il faut imaginer quel dégât peut provoquer un fléau comme le Sida dont les soins coûtent très cher. Ainsi, à l'heure actuelle dans les grandes

villes de l'Afrique Australe, 25 à 30% de la population adulte sont contaminés par ce virus. Et l'épidémie continue à se propager à grande vitesse.



Il est certain qu'on ne peut éviter la présence et la propagation du virus du Sida. Mais ce qui est sûr, c'est que les gouvernements ne font absolument rien pour mener une politique de lutte efficace contre ce fléau. Ils s'occupent seulement à protéger leurs intérêts.

Les dirigeants des pays riches de leur côté ne savent que verser des larmes de crocodile, et ne font rien non plus pour agir en conséquence. Par des organismes internationaux qu'ils contrôlent, ils donnent simplement quelques miettes sous forme de prêt. Et pourtant ces pays regorgent de richesses de toutes sortes pour lutter et contrôler les effets de cette épidémie. Ils ont les moyens techniques et financiers pour venir en aide. Pour eux aussi c'est le cadet de leurs soucis.

Et même pire, puisque récemment un trust pharmaceutique a

décidé d'arrêter la fabrication d'un produit pour le traitement de la maladie du sommeil. Ce trust, HMR (Hoechst-Marion-Roussel), a estimé que ce n'est pas rentable de fabriquer ce médicament qui concerne les populations du Tiers Monde, et qui ne sont pas solvables. Et pourtant 150.000 personnes meurent chaque année de cette maladie.

Le virus du Sida est certes

responsable de beaucoup de victimes en Afrique. Mais celui qui fait plus de dégâts, c'est le système capitaliste qui règne dans le monde. Un système qui concentre entre les mains d'une minorité toutes les richesses produites par la majorité de la population et qui ne laisse rien pour les besoins de la société. C'est ce système-là qui est le vrai fléau qu'il faut éliminer radicalement.

IL Y A 50 ANS LA REVOLUTION CHINOISE

Le 1er octobre 1949, Mao Tsé Toung, dirigeant du Parti Communiste Chinois (PCC) proclamait la République Populaire de Chine.

Ce parti n'avait de communiste que le nom. En réalité il n'avait aucun lien avec la classe ouvrière. D'ailleurs les dirigeants de la

était soumise à des famines effroyables pendant que les seigneurs de guerre, les grands propriétaires terriens ainsi que les puissances occidentales qui avaient placé le pays sous leur tutelle se livraient à un véritable dépeçage.

Mao a conduit la lutte nationaliste pour doter la Chine d'un Etat qui ne soit pas une simple agence des grandes puissances.

Le régime de Tchang Kaï Check en place depuis 1927 était honni de toute la population, y compris des bourgeois. Des fonctionnaires corrompus de Tchang n'hésitaient pas à les rançonner.

Les dirigeants du PCC n'étaient pas hostiles à ces bourgeois. Au contraire ils préconisaient le "bloc des quatre classes" où les "bourgeois patriotes" avaient une place de choix.

Mao essaya même de persuader les puissances impérialistes qu'il ne leur était pas hostile pourvu qu'elles le laissent moderniser la Chine.

Mais les puissances occidentales, à leur tête les Etats-Unis d'Amérique décrétèrent le blocus du pays. Pour faire face à ce blocus, Mao se tourna vers l'URSS. Ce rapprochement ainsi que la faiblesse de la bourgeoisie nationale incapable de développer la



Mao Zedong

révolution chinoise de 1949 ne se donnaient pas pour objectif le communisme. Ils n'avaient pas comme objectif de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, de réorganiser l'économie à l'échelle du monde pour mettre les moyens de production au service des besoins de tous et non pas d'une minorité de privilégiés.

A cette époque la Chine était complètement dévastée. La population

Chine, lui inspirèrent de nationaliser l'économie. de d'être mis à leur disposition.

Entre les mains des nationalistes, cette étatisation de l'économie était certes destinée à assurer un certain décollage de l'économie du pays. Mais c'était aussi un moyen de maintenir la population sous son contrôle et d'exploiter les travailleurs et les paysans pauvres afin d'extraire de quoi construire un embryon d'économie moderne.

Ce but ne fut pas vraiment atteint. Cependant depuis le début des années 1970, l'impérialisme américain a choisi de modifier son attitude envers la Chine. Cette nouvelle stratégie de l'impérialisme fut symbolisée par une poignée de main en 1972 entre Nixon le président des USA et Mao.

Dès lors les dirigeants chinois entameront une autre sorte de "longue marche", cette fois en direction d'une économie de marché: ouverture progressive aux investissements occidentaux et japonais, libéralisation des prix. Au début, les entreprises privées étrangères se limitaient dans les zones "franches" c'est-à-dire des endroits où elles étaient libres d'exploiter les travailleurs jusqu'à 12 à 14 heures par jour pour des salaires de misère. Aujourd'hui c'est tout le pays qui est en train

Une petite bourgeoisie chinoise avide de s'enrichir a bénéficié des retombées des "restructurations" ainsi que des privatisations des entreprises publiques. Tout cela évidemment se fait sur le dos des travailleurs et des paysans pauvres impitoyablement sacrifiés sur l'autel de l'ouverture au marché. Plus l'économie chinoise s'ouvre aux capitaux et plus les inégalités s'accroissent et plus la Chine s'enfoncé dans le sous-développement si tant est qu'elle ait pu en sortir.

La Révolution Chinoise, le langage radical de sa direction, ont constitué pendant des années une référence, un exemple pour bien des dirigeants petits bourgeois du Tiers-monde.

Mais le maoïsme a apporté la preuve qu'il n'y a pas d'autres voies pour sortir le monde du sous-développement que la politique véritablement communiste, c'est-à-dire celle de la révolution prolétarienne internationale. Cette révolution est à préparer et à construire. En s'étendant vers les bastions de l'impérialisme, là où les richesses de la bourgeoisie sont accumulées depuis des siècles, elle seule pourra sortir l'humanité du sous-développement, de la misère et de la dictature.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.